
**France
and
Russian Federation**

Protocol of application between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation concerning the application of the Agreement on readmission between the European Community and the Russian Federation of 25 May 2006. Paris, 1 March 2010

Entry into force: *22 October 2010, in accordance with article 11*

Authentic texts: *French and Russian*

Registration with the Secretariat of the United Nations: *France, 7 October 2011*

**No UNTS volume number has yet been determined for this record. The Text(s) reproduced below, if attached, are the authentic texts of the agreement /action attachment as submitted for registration and publication to the Secretariat. For ease of reference they were sequentially paginated. Translations, if attached, are not final and are provided for information only.*

**France
et
Fédération de Russie**

Protocole d'application entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie relatif à la mise en oeuvre de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006. Paris, 1 mars 2010

Entrée en vigueur : *22 octobre 2010, conformément à l'article 11*

Textes authentiques : *français et russe*

Enregistrement auprès du Secrétariat des Nations Unies : *France, 7 octobre 2011*

** Numéro de volume RTNU n'a pas encore été établie pour ce dossier. Les textes reproduits ci-dessous, s'ils sont disponibles, sont les textes authentiques de l'accord/pièce jointe d'action tel que soumises pour l'enregistrement et publication au Secrétariat. Pour référence, ils ont été présentés sous forme de la pagination consécutive. Les traductions, s'ils sont inclus, ne sont pas en form finale et sont fournies uniquement à titre d'information.*

[FRENCH TEXT – TEXTE FRANÇAIS]

LE GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE

et

LE GOUVERNEMENT DE LA FEDERATION DE RUSSIE,

ci-après dénommés « les Parties »,

DESIREUX d'établir les conditions nécessaires à la mise en œuvre de l'Accord de réadmission du 25 mai 2006 entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie, ci-après dénommé « l'Accord » ;

SE REFERANT au Protocole d'application entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement de la Fédération de Russie concernant l'établissement des délais de réponse à une demande de réadmission en vertu de l'Accord de réadmission entre la Communauté européenne et la Fédération de Russie du 25 mai 2006, signé le 1er février 2007,

SONT CONVENUS de ce qui suit :

ARTICLE 1

Autorités compétentes

1. Les autorités compétentes chargées de la mise en œuvre des dispositions de l'Accord sont :

- Pour la Partie française :

Autorité compétente centrale :

Le ministère de l'immigration, de l'intégration, de l'identité nationale et du développement solidaire de la République française ;

Autorités compétentes :

La direction de l'immigration ;

La direction centrale de la police aux frontières ;

Le ministère des Affaires étrangères et européennes de la République française ;

Les préfetures.

2. La réponse à la demande de réadmission est transmise à l'autorité compétente centrale de la Partie requérante par l'autorité compétente centrale de la Partie requise, par voie postale et à l'aide de moyens techniques de transmission. Dans le cadre de la mise en œuvre du présent Protocole d'application, le délai de réponse à la demande de réadmission ne dépassera pas le délai de dix-huit (18) jours calendaires maximum à compter de la date de l'accusé de réception. Le délai de réponse sera prolongé à vingt-cinq (25) jours calendaires maximum à compter de la date de l'accusé de réception de la demande de réadmission incluant une demande d'audition.

3. Conformément au paragraphe 3 de l'article 6 de l'Accord, la demande de réadmission par procédure accélérée est transmise par l'autorité compétente de la Partie requérante à l'autorité compétente de la Partie requise, dans un délai de deux (2) jours ouvrables, à compter de l'interpellation de la personne concernée dans la zone frontalière de l'Etat de la Partie requérante après avoir franchi illégalement la frontière en provenance directe du territoire de l'Etat de la Partie requise, à condition que cette personne ait été interpellée dans un délai de vingt-quatre (24) heures à compter du franchissement illégal de la frontière et qu'elle n'ait pas quitté la zone frontalière de l'Etat de la Partie requérante.

4. La réponse à la demande de réadmission par procédure accélérée est envoyée à l'autorité compétente de la Partie requérante par l'autorité compétente de la Partie requise par les moyens techniques de transmission, dans un délai maximum de deux (2) jours ouvrables à compter de la date de l'accusé de réception.

ARTICLE 3

Autres pièces

Si la Partie requérante estime que d'autres pièces non prévues aux annexes 2 à 5 de l'Accord peuvent avoir une importance déterminante pour établir la nationalité de la personne à réadmettre ou pour motiver la réadmission de ressortissants de pays tiers ou d'apatrides, ces pièces peuvent également être jointes à la demande de réadmission adressée à la Partie requise.

ARTICLE 4

Audition

1. Dans les cas où la Partie requérante ne peut fournir aucune des pièces prévues aux annexes 2 et 3 de l'Accord, la Partie requise procède, sur demande de la Partie requérante mentionnée dans la partie D de la demande de réadmission, à l'audition de la personne à réadmettre en vue d'établir sa nationalité.
2. L'audition est menée en priorité par les représentants de l'autorité compétente centrale à la mission diplomatique ou au poste consulaire de l'Etat de la Partie requise dans l'Etat de la Partie requérante.
3. En l'absence des représentants de l'autorité compétente centrale mentionnés au paragraphe 2 du présent article, l'audition est menée par des agents de la mission diplomatique ou du poste consulaire de l'Etat de la Partie requise dans l'Etat de la Partie requérante.
4. L'autorité compétente centrale de la Partie requise notifie les résultats de l'audition à l'autorité compétente centrale de la Partie requérante dans les délais les plus brefs possibles n'excédant pas sept (7) jours calendaires. Le délai de réponse à la demande de réadmission de dix-huit (18) jours calendaires mentionné au paragraphe 2 de l'article 2 du présent Protocole d'application court à compter de la date d'envoi de cette notification à l'autorité compétente centrale de la Partie requérante par l'autorité compétente centrale de la Partie requise.
5. Si, à la suite de l'audition prévue aux termes du paragraphe 1 du présent article, il n'a pas été confirmé que la personne à réadmettre possède la nationalité de l'Etat de la Partie requise, la demande de réadmission est retournée sans examen à l'autorité compétente centrale de la Partie requérante.

ARTICLE 5

Modalités de transmission de la demande de transit et de réponse à celle-ci

1. La demande de transit est transmise par l'autorité compétente de la Partie requérante à l'autorité compétente de la Partie requise par voie postale ou par coursier, au plus tard sept (7) jours ouvrables avant la date prévue pour le transit.

2. En cas de changement dans les renseignements afférents aux membres de l'escorte mentionnés au paragraphe 1 du présent article, l'autorité compétente de la Partie requérante en informe aussitôt l'autorité compétente de la Partie requise, par écrit, à l'aide de moyens techniques de transmission.
3. Les membres de l'escorte, lorsqu'ils se trouvent sur le territoire de l'Etat de la Partie requise, sont tenus de respecter la législation de celui-ci.
4. L'escorte est assurée par des personnes en civil et en possession des documents attestant que la réadmission ou le transit a été décidé d'un commun accord.
5. Les membres de l'escorte ne peuvent porter d'arme ni d'autre objet soumis à restrictions sur le territoire de l'Etat de la Partie requise.
6. Lorsque le transit doit s'effectuer sous escorte, celle-ci ne quitte pas la zone internationale des aéroports concernés.
7. Les autorités compétentes des Parties se concertent sur toutes les questions liées au séjour des membres de l'escorte sur le territoire de l'Etat de la Partie requise. Les autorités compétentes de la Partie requise accordent, en tant que de besoin, l'assistance nécessaire aux membres de l'escorte.

ARTICLE 8

Frais

Les frais encourus par la Partie requise liés à la réadmission et au transit, qui sont pris en charge par la Partie requérante conformément à l'article 16 de l'Accord, sont remboursés en euros, dans un délai de trente (30) jours, par l'autorité compétente de la Partie requérante après remise des justificatifs qui indiquent les détails de ces frais.

Chaque Partie notifie à l'autre Partie les autorités compétentes pour les questions mentionnées au présent article conformément aux modalités prévues au paragraphe 4 de l'article 1 du présent Protocole d'application.

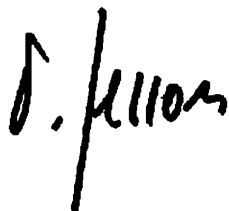
ARTICLE 11

Entrée en vigueur et cessation de validité

1. Les Parties s'informent par écrit de l'accomplissement des procédures internes requises pour l'entrée en vigueur du présent Protocole d'application.
2. Le présent Protocole d'application entrera en vigueur à la date à laquelle le Comité mixte de réadmission aura, conformément au paragraphe 2 de l'article 20 de l'Accord, été informé du présent Protocole d'application et de l'accomplissement par les deux Parties des procédures internes requises pour son entrée en vigueur.
3. La validité du présent Protocole d'application prendra fin à la date de cessation de validité de l'Accord.

FAIT à Paris le 1er mars 2010 en deux exemplaires, chacun en langues française et russe, les deux textes faisant également foi.

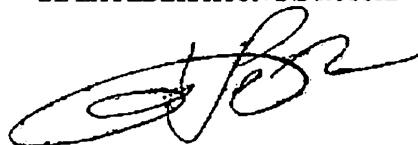
**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA REPUBLIQUE FRANÇAISE**



ERIC BESSON

Ministre de l'Immigration, de
l'Émigration, de l'Éducation nationale
et du Développement solidaire

**POUR LE GOUVERNEMENT
DE LA FEDERATION DE RUSSIE**



KONSTANTIN ROMODANOVSKI

Directeur fédéral
de Service fédéral de la Migration

ИСПОЛНИТЕЛЬНЫЙ ПРОТОКОЛ
между Правительством Французской Республики и
Правительством Российской Федерации
о порядке реализации Соглашения между Европейским сообществом и
Российской Федерацией о реадмиссии от 25 мая 2006 г.

Правительство Французской Республики и Правительство Российской Федерации, именуемые в дальнейшем Сторонами,

желая создать необходимые условия для реализации Соглашения между Европейским сообществом и Российской Федерацией о реадмиссии от 25 мая 2006 г. (далее – Соглашение),

принимая во внимание Исполнительный протокол между Правительством Французской Республики и Правительством Российской Федерации, касающийся установления сроков ответа на ходатайство о реадмиссии в соответствии с Соглашением между Европейским сообществом и Российской Федерацией о реадмиссии от 25 мая 2006 г., подписанный 1 февраля 2007 г.,

согласились о нижеследующем:

Статья 1
Компетентные органы

1. Компетентными органами, ответственными за реализацию положений Соглашения, являются:

от Французской Стороны:

центральный компетентный орган – Министерство иммиграции, интеграции, национальной идентичности и солидарного развития Французской Республики;

компетентные органы – Управление по вопросам иммиграции, Центральное управление пограничной полиции, Министерство иностранных и европейских дел Французской Республики и Префектуры;

от Российской Стороны:

центральный компетентный орган – Федеральная миграционная служба;

компетентные органы – Министерство иностранных дел Российской Федерации и Федеральная служба безопасности Российской Федерации.

2. Об изменениях, касающихся компетентных органов, указанных в пункте 1 настоящей статьи, Стороны незамедлительно информируют друг друга по дипломатическим каналам.

3. В целях реализации положений Соглашения и настоящего Исполнительного протокола центральные компетентные органы взаимодействуют между собой непосредственно.

4. В целях реализации настоящего Исполнительного протокола Стороны в течение 30 дней с даты его вступления в силу уведомляют друг друга по дипломатическим каналам о распределении полномочий между компетентными органами, а также сообщают контактные данные центральных компетентных органов.

5. Центральные компетентные органы незамедлительно сообщают друг другу по дипломатическим каналам о любых изменениях в своих контактных данных.

Статья 2

Порядок направления ходатайства о реадмиссии и ответа на него

1. Ходатайство о реадмиссии, составленное в соответствии со статьей 7 Соглашения, направляется компетентным органом запрашивающей Стороны центральному компетентному органу запрашиваемой Стороны по почтовым каналам связи или с курьером.

2. Ответ на ходатайство о реадмиссии направляется в центральный компетентный орган запрашивающей Стороны центральным компетентным органом запрашиваемой Стороны по почтовым каналам связи и при помощи технических средств передачи текста. В рамках реализации настоящего Исполнительного протокола срок ответа на ходатайства о реадмиссии не будет превышать 18 календарных дней с даты подтвержденного получения

ходатайства о реадмиссии. Срок направления ответа на ходатайство будет продлеваться до 25 календарных дней с даты подтвержденного получения ходатайства о реадмиссии, содержащего запрос на проведение собеседования.

3. В соответствии с пунктом 3 статьи 6 Соглашения ходатайство о реадмиссии по ускоренной процедуре передается компетентным органом запрашивающей Стороны компетентному органу запрашиваемой Стороны в течение 2 рабочих дней с даты задержания лица в приграничном районе государства запрашивающей Стороны после того, как указанное лицо незаконно пересекло границу, следуя непосредственно с территории государства запрашиваемой Стороны, при условии, что это лицо было задержано в течение суток с момента незаконного пересечения границы и не покидало приграничный район государства запрашивающей Стороны.

4. Ответ на ходатайство о реадмиссии по ускоренной процедуре направляется компетентному органу запрашивающей Стороны компетентным органом запрашиваемой Стороны при помощи технических средств передачи текста в срок, не превышающий 2 рабочих дней с даты подтвержденного получения ходатайства.

Статья 3 Иные документы

Если, по мнению запрашивающей Стороны, иные документы, не предусмотренные Приложениями 2-5 к Соглашению, могут иметь существенное значение для определения гражданской принадлежности лица, подлежащего реадмиссии, либо для установления оснований для реадмиссии граждан третьих государств и лиц без гражданства, такие документы также могут быть приложены к ходатайству о реадмиссии, направляемому запрашиваемой Стороне.

Статья 4 Собеседование

1. При невозможности предоставления запрашивающей Стороной ни одного из документов, предусмотренных Приложениями 2 и 3 к Соглашению, запрашиваемая Сторона по запросу запрашивающей Стороны, включенному в пункт «D» ходатайства о реадмиссии, проводит собеседование с лицом, подлежащим реадмиссии, с целью установления его гражданской принадлежности.

2. Основная обязанность по проведению собеседования возлагается на представителей центрального компетентного органа в дипломатическом представительстве или консульском учреждении государства запрашиваемой Стороны в государстве запрашивающей Стороны.

3. В отсутствие представителей центрального компетентного органа, указанных в пункте 2 настоящей статьи, собеседование проводится сотрудниками дипломатического представительства или консульского учреждения государства запрашиваемой Стороны в государстве запрашивающей Стороны.

4. Центральный компетентный орган запрашиваемой Стороны в возможно короткие сроки, но не позднее 7 календарных дней уведомляет центральный компетентный орган запрашивающей Стороны о результатах собеседования. При этом указанный в пункте 2 статьи 2 настоящего Исполнительного протокола срок ответа на ходатайство о реадмиссии, составляющий 18 календарных дней, начинает исчисляться с даты направления центральным компетентным органом запрашиваемой Стороны такого уведомления центральному компетентному органу запрашивающей Стороны.

5. В случае если по результатам собеседования, предусмотренного пунктом 1 настоящей статьи, принадлежность лица, подлежащего реадмиссии, к гражданству государства запрашиваемой Стороны не нашла подтверждения, ходатайство о реадмиссии возвращается в центральный компетентный орган запрашивающей Стороны без рассмотрения.

Статья 5

Порядок направления ходатайства о транзите и ответа на него

1. Ходатайство о транзите направляется компетентным органом запрашивающей Стороны компетентному органу запрашиваемой Стороны по почтовым каналам связи или с курьером не позднее 7 рабочих дней до планируемого транзита.

2. Ответ на ходатайство о транзите направляется в компетентный орган запрашивающей Стороны компетентным органом запрашиваемой Стороны по почтовым каналам связи и при помощи технических средств передачи текста не позднее, чем за 2 календарных дня до планируемого транзита.

Статья 6

Процедура реадмиссии и транзита

1. Для осуществления реадмиссии или транзита Стороны определяют следующие пункты пропуска через государственную границу:

для Французской Стороны – аэропорт Руасси-Шарль де Голль;

для Российской Стороны – все международные аэропорты на территории Российской Федерации.

2. Об изменении указанных в пункте 1 настоящей статьи пунктов пропуска через государственную границу Стороны незамедлительно уведомляют друг друга по дипломатическим каналам.

3. Дата, время, пункт пропуска через государственную границу и условия реадмиссии, а также условия организации транзита определяются по договоренности компетентными органами Сторон в каждом конкретном случае с использованием почтовых каналов связи или в случае необходимости по техническим каналам связи.

4. Компетентные органы Сторон будут стремиться к осуществлению транзита в срок, не превышающий одних суток.

Статья 7**Сопровождение лица, подлежащего реадмиссии или транзиту**

1. В случае необходимости передачи лица с сопровождением компетентный орган запрашивающей Стороны незамедлительно по получении ответа на ходатайство о транзите или реадмиссии сообщает компетентному органу запрашиваемой Стороны имена, фамилии, должности и звания сопровождающих лиц, вид, номер, дату выдачи и срок окончания действия паспортов и содержание их командировочного предписания.

2. В случае изменения сведений, касающихся сопровождающих лиц, указанных в пункте 1 настоящей статьи, компетентный орган запрашивающей Стороны незамедлительно уведомляет об этом компетентный орган запрашиваемой Стороны в письменной форме при помощи технических средств передачи текста.

3. Сопровождающие лица, находясь на территории государства запрашиваемой Стороны, обязаны соблюдать законодательство государства запрашиваемой Стороны.

4. Сопровождение осуществляется лицами в гражданской одежде при наличии документов, свидетельствующих о согласованной договоренности в отношении реадмиссии или транзита.

5. Сопровождающие лица не могут иметь при себе оружие и иные предметы, ограниченные в обороте на территории государства запрашиваемой Стороны.

6. В случае если транзит необходимо осуществить с сопровождением, сопровождающие лица не покидают транзитную зону соответствующих аэропортов.

7. Компетентные органы Сторон взаимодействуют друг с другом по всем вопросам, связанным с обеспечением пребывания сопровождающих лиц на территории государства запрашиваемой Стороны. Компетентные органы запрашиваемой Стороны при необходимости оказывают возможное содействие сопровождающим лицам.

**Статья 8
Расходы**

Расходы, понесенные запрашиваемой Стороной при осуществлении реадмиссии и транзита, которые в соответствии со статьей 16 Соглашения отнесены на счет запрашивающей Стороны, возмещаются компетентным органом запрашивающей Стороны в евро в течение 30 дней после представления документов, подтверждающих понесенные расходы.

О компетентных органах по указанным в настоящей статье вопросам Стороны сообщают друг другу в порядке, предусмотренном пунктом 4 статьи 1 настоящего Исполнительного протокола.

**Статья 9
Язык**

1. В целях реализации положений настоящего Исполнительного протокола материалы, предусмотренные разделами III и IV Соглашения, оформляются:

Французской Стороной – на французском языке с приложением перевода на русский язык;

Российской Стороной – на русском языке с приложением перевода на французский язык.

2. Консультации между компетентными органами Сторон по вопросам реализации настоящего Исполнительного протокола осуществляются на французском или русском языке.

**Статья 10
Внесение изменений**

В настоящий Исполнительный протокол могут быть внесены изменения по договоренности между Сторонами.

Статья 11
Вступление в силу и прекращение действия

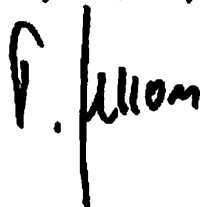
1. Стороны письменно уведомляют друг друга о выполнении ими внутригосударственных процедур, необходимых для вступления в силу настоящего Исполнительного протокола.

2. Настоящий Исполнительный протокол вступает в силу с даты уведомления Совместного комитета по реадмиссии в соответствии с пунктом 2 статьи 20 Соглашения о настоящем Исполнительном протоколе и о выполнении обеими Сторонами внутригосударственных процедур, необходимых для его вступления в силу.

3. Действие настоящего Исполнительного протокола прекращается с даты прекращения действия Соглашения.

Совершено в г. Париже «1» марта 2010 года в двух экземплярах, каждый на французском и русском языках, причем оба текста имеют одинаковую силу.

За Правительство
Французской Республики



За Правительство
Российской Федерации



TR/071011/I-49001

**Implementing Protocol
between
the Government of the French Republic
and
the Government of the Russian Federation
concerning the implementation
of the Agreement on readmission
concluded between the Russian Federation and the European Community on 25 May 2006**

The Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation, hereafter referred to as "the Parties",

Desiring to create favourable conditions for the implementation of the Agreement on readmission concluded between the Russian Federation and the European Community on 25 May 2006 (hereafter referred to as "the Agreement"),

Referring to the Implementing Protocol between the Government of the French Republic and the Government of the Russian Federation on time limits for a reply to a readmission application under the Agreement on readmission concluded between the European Community and the Russian Federation on 25 May 2006,

Have agreed as follows:

Article 1. Competent authorities

1. The competent authorities responsible for the implementation of the provisions of the Agreement shall be:

- For the French Party:

Central competent authority:

Ministry of Immigration, Integration, National Identity and for Interdependent Development of the French Republic;

Competent authorities:

- Directorate of Immigration;
- Central Directorate of Border Police;
- Ministry of Foreign and European Affairs;
- Prefectures.

- For the Russian Party:

Central competent authority:

Federal Migration Service of the Russian Federation;

Competent authorities:

- Ministry of Foreign Affairs of the Russian Federation;
- Federal Security Service of the Russian Federation.

2. In the event of changes relating to the competent authorities specified in paragraph 1 of this article, the Parties shall inform each other immediately through the diplomatic channel.

3. The central competent authorities shall cooperate directly with a view to the implementation of the provisions of the Agreement and of this Implementing Protocol.

4. For purposes of implementation of this Implementing Protocol, the Parties, within 30 days from its entry into force, shall inform each other through the diplomatic channel of the division of responsibilities between the

competent authorities and shall communicate to each other the details of the contact points of the central competent authorities.

5. The central competent authorities shall inform each other immediately, through the diplomatic channel, of any change to the details of their contact points.

Article 2. Modalities of transmission of a readmission application and of the related reply

1. A readmission application, drawn up in accordance with article 7 of the Agreement, shall be transmitted by the competent authority of the requesting Party to the central competent authority of the requested Party by mail or courier.
2. The reply to the readmission application shall be transmitted to the central competent authority of the requesting Party by the central competent authority of the requested Party by mail and through technical means of transmission. Within the framework of the implementation of this Implementing Protocol, the time limit for replying to a readmission application shall not exceed 18 calendar days from the date of acknowledgment of receipt. The time limit for a reply shall be extended to at most 25 calendar days as from the date of acknowledgment of receipt of the readmission application, including a request for an interview.
3. In accordance with article 6, paragraph 3, of the Agreement, a readmission application submitted under the accelerated procedure shall be transmitted by the competent authority of the requesting Party to the competent authority of the requested Party within two working days following the apprehension of the person concerned in the border region of the requesting Party after he or she has illegally crossed the border, coming directly from the territory of the State of the requested Party, provided that the said person was apprehended within 24 hours following the illegal crossing of the border and did not leave the border area of the requesting State.
4. The reply to a readmission application submitted under the accelerated procedure shall be transmitted to the competent authority of the requesting Party by the competent authority of the requested Party through technical means of transmission within a time limit of at most two working days following the date of acknowledgment of receipt.

Article 3. Other documents

If the requesting Party considers that other documents, not provided for in annexes 2-5 of the Agreement, may be of key significance in determining the nationality of the person to be readmitted or in justifying the readmission of nationals of a third country or stateless persons, such documents may also be attached to the readmission application addressed to the requesting Party.

Article 4. Interview

1. In the event that the requesting Party is unable to provide any of the documents provided for in annexes 2 and 3 of the Agreement, the requested Party, upon request by the requesting Party expressed in section D of the readmission application, shall interview the person to be readmitted in order to establish his or her nationality.
2. The interview shall be conducted as a matter of priority by the representatives of the central competent authority at the diplomatic mission or consular office of the State of the requested Party in the State of the requesting State.
3. In the absence of the central competent authority representatives mentioned in paragraph 2 of this article, the interview shall be conducted by officials of the diplomatic mission or consular office of the State of the requested Party in the State of the requesting Party.
4. The central competent authority of the requested Party shall notify the results of the interview to the central competent authority of the requesting Party as soon as possible and within a period not exceeding seven calendar days. The time limit of 18 calendar days laid down in article 2, paragraph 2, of this Implementing Protocol for a reply to a readmission application shall be calculated from the date of issue of that notification to the competent central authority of the requesting Party by the central competent authority of the requested Party.

5. If, following the interview provided for as specified in paragraph 1 of this article, there is no confirmation that the person to be readmitted has the nationality of the State of the requested Party, the readmission application shall be returned unreviewed to the central competent authority of the requesting Party.

Article 5. Modalities of transmission of an application for transit and of the related reply

1. An application for transit shall be transmitted by the competent authority of the requesting Party to the competent authority of the requested Party by mail or courier no later than seven working days before the planned date of transit.
2. A reply to an application for transit shall be transmitted to the competent authority of the requesting Party by the competent authority of the requested Party by mail and through technical means of transmission no later than two working days before the planned date of transit.

Article 6. Procedure for readmission and transit

1. For readmission or transit purposes, the Parties specify the following national border crossing points:
 - For the French Party: Roissy-Charles de Gaulle Airport;
 - For the Russian Party: all international airports in the territory of the Russian Federation.
2. The Parties shall inform each other immediately, through the diplomatic channel, of any change to the national border crossing points referred to in paragraph 1 of this article.
3. The competent authorities of the Parties shall determine by mutual agreement the date, time, national border crossing point and readmission or transit modalities by mail or, if necessary, through technical means of transmission on a case by case basis.
4. The competent authorities of the Parties shall endeavour to carry out the transit of a person within a time limit not exceeding 24 hours.

Article 7. Escort in case of readmission or transit

1. If a transfer must take place under escort, the competent authority of the requesting Party shall, as soon as the reply to a transit or readmission application has been received, notify to the competent authority of the requesting Party the given and family names, responsibilities and rank of the members of the escort, the type, number, issue and expiry dates of their passports, and the content of their mission order.
2. In the event of any change to the information regarding escort members which is referred to in paragraph 1 of this article, the competent authority of the requesting Party shall immediately inform the competent authority of the requested Party in writing through technical means of transmission.
3. When in the territory of the State of the requested Party, the members of the escort shall respect the legislation of that State.
4. Escort members shall wear plain clothes and carry documents attesting that the readmission or transit has been decided by mutual agreement.
5. Escort members may carry no weapons or other objects subject to restrictions in the territory of the requested State.
6. Where a transit must be carried out under escort, the escort shall not leave the international area of the airports concerned.
7. The competent authorities of the Parties shall consult each other on all issues related to the stay of the members of the escort in the territory of the State of the requested Party. The competent authorities of the requested Party shall provide any necessary assistance to the members of the escort.

Article 8. Costs

Costs incurred by the requested Party in connection with readmission and transit and borne by the requesting Party in accordance with article 16 of the Agreement shall be refunded in Euros within 30 days by the competent authority of the requesting Party following transmission of the receipts detailing such expenses.

Each Party shall notify to the other Party the competent authorities responsible for the matters referred to in this article in accordance with the modalities provided for in article 1, paragraph 4, of this Implementing Protocol.

Article 9. Language

1. With a view to the implementation of this Implementing Protocol, the documents provided for in sections III and IV of the Agreement shall be drawn up:
 - By the French Party: in the French language, with a translation into Russian;
 - By the Russian Party: in the Russian language, with a translation into French.
2. Consultations between the competent authorities of the Parties regarding the implementation of this Implementing Protocol shall take place in French or Russian.

Article 10. Amendments

This Implementing Protocol may be amended by mutual agreement of the Parties.

Article 11. Entry into force and termination

1. The Parties shall inform each other in writing of the completion of the internal procedures required for entry into force of this Implementing Protocol.
2. This Implementing Protocol shall enter into force on the date on which the joint readmission committee shall have been informed, in accordance with article 20, paragraph 2, of the Agreement, of this Implementing Protocol and of the completion by the two Parties of the internal procedures required for its entry into force.
3. This Protocol shall cease to be in force at the same time as the Agreement.

Done in Paris on 1 March 2010, in duplicate, in the French and Russian languages, both texts being equally authentic.

For the Government of the French Republic
(Signed)
Eric BESSON
Minister of Immigration, Integration, National
Identity and for Interdependent Development

For the Government of the Russian Federation
(Signed)
Konstantin Romodanovsky
Federal Director of the Federal Migration Service